

Unité départementale de Lille
44 rue de Tournai
CS 40259
59019 Lille

Lille, le 28/06/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 07/06/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

RAMERY ENVIRONNEMENT

Parc d'entreprises La Motte du Bois
62440 Harnes

Références : -

Code AIOT : 0007005139

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 07/06/2024 dans l'établissement RAMERY ENVIRONNEMENT implanté Rue des Lostes 59320 Haubourdin. L'inspection a été annoncée le 07/05/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- RAMERY ENVIRONNEMENT
- Rue des Lostes 59320 Haubourdin
- Code AIOT : 0007005139
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La plateforme exploitée à Haubourdin par la société Ramery Environnement est spécialisée dans le

regroupement, tri et transit de déchets provenant principalement de l'activité du bâtiment et travaux publics (BTP) et de collectivités.

Une activité de broyage de bois est également réalisée sur site.

Thèmes de l'inspection :

- AN24 Trackdéchets RNDTS
- AN24 Trafic D3E
- Déchets
- DEEE

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive

pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Conformité vis-à-vis du régime de classement ICPE	Arrêté Préfectoral du 19/03/2021, article 3	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
2	Contrat avec un éco-organisme	Code de l'environnement du 01/01/2021, article R. 543-200-1	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
3	Registre interne des déchets entrants et sortants	Code de l'environnement du 01/04/2021, article R.541-43	Demande d'action corrective	3 mois
4	Bordereaux électroniques de suivi de déchets	Code de l'environnement du 01/01/2024, article R. 541-45	Demande d'action corrective	1 mois
5	Zones d'entreposage des déchets	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 3.5 de l'annexe I	Demande d'action corrective	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
6	Conditions d'entreposage des déchets	Arrêté Préfectoral du 10/01/2013, article 8.1.2	Sans objet
7	Information préalable à l'admission des déchets	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 3.3 de l'annexe I	Sans objet
8	Contrôles à l'admission des déchets	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 3.4 de l'annexe I	Sans objet
9	Refus de déchets	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 3.4 de l'annexe I	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les procédures d'admission et de refus ont été établies et sont mises en oeuvre conformément à la réglementation.

Des actions correctives sont toutefois demandées afin d'améliorer la traçabilité des déchets gérés sur site ainsi que certaines conditions d'entreposage, telles que la signalisation et la hauteur des stocks de déchets.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Conformité vis-à-vis du régime de classement ICPE

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 19/03/2021, article 3			
Thème(s) : Actions nationales 2024, Liste des installations			
Prescription contrôlée :			
Liste des installations concernées par une rubrique de la nomenclature des installations classées :			
N° rubrique	Libellé en clair de l'installation	Caractéristiques de l'installation	Classement * A, D ou NC et rayon d'affichage (km)
2791-1	Installation de traitement de déchets non dangereux, à l'exclusion des installations classées au titre des rubriques 2515, 2711, 2713, 2714, 2716, 2720, 2760, 2771, 2780, 2781, 2782, 2783, 2794, 2795 ou 2971 La quantité de déchets traités étant 1. Supérieure ou égale à 10t/j	Installation de broyage de bois : 720t/j La quantité de déchets destinée à l'incinération et la co-incinération ne peut excéder 75t/j La quantité annuelle maximale traitée est de 43 200 tonnes	A (2)
2714.1	Installation de transit, regroupement ou de tri de déchets non dangereux de papiers/cartons, plastiques, caoutchouc, textiles, bois. Le volume susceptible d'être présent dans l'installation étant: 1. supérieur ou égal à	Transit, regroupement ou tri de déchets non dangereux (en mélange ou séparé) de: - papier/cartons: 120 m3 - plastiques: 900 m3 - caoutchouc (pneus): 375 m3 - bois: 8430 m3 (dont 8400 m3 en extérieur et 30 m3 sous couvert)	A (1)

	1000 m3	<p>- pare-chocs issus du tri: 135 m3</p> <p>Tri de déchets non dangereux en mélange (crible + séparateur + cabine de tri mobiles)</p> <p>- déchets issus du pré-tri en attente de tri: 2390 m3 (dont 2270 m3 en extérieur et 120 m3 sous couvert)</p> <p>- déchets entrants en attente de tri: 3500 m3 (bâtiment)</p> <p>soit au total 15850 m3</p>	
2517	<p>Station de transit de produits minéraux ou de déchets non dangereux inertes</p> <p>La superficie de l'aire de transit étant :inférieure ou égale à 5 000m2.</p>	<p>Station de transit de produits minéraux ou de déchets non dangereux inertes</p> <p>Superficie de l'aire de stockage de 2500 m2</p>	NC
2711- 2	<p>Installation de transit, regroupement, tri, désassemblage, remise en état d'équipements électriques et électroniques mis au rebut.</p> <p>Le volume susceptible d'être entreposé étant 2.Supérieur ou égal à 100 m3 mais inférieur à 1000 m3</p>	<p>S t a t i o n d e regroupement de d é c h e t s d ' é q u i p e m e n t s électriques et électroniques</p> <p>La quantité susceptible d'être présente ne dépasse pas 200 m3</p>	DC
2713.2	Installation de transit, regroupement ou de tri de métaux ou de déchets de métaux non dangereux, d'alliages ou de déchets d'alliages non	Installation de transit, regroupement ou de tri de métaux ou de déchets de métaux non dangereux, d'alliages ou de déchets d'alliages non	D

	<p>dangereux.</p> <p>La surface étant: 2. supérieur ou égal à 100 m² mais inférieur à 1000 m².</p>	<p>dangereux.</p> <p>La surface est de 120 m² (bennes)</p>	
2716.2	<p>Installation de transit, regroupement ou de tri de déchets non dangereux non inertes.</p> <p>Le volume susceptible d'être présent dans l'installation étant: 2. supérieur ou égal à 100 m³ mais inférieur à 1000 m³.</p>	<p>Transit, regroupement ou de tri de déchets non dangereux (en mélange ou séparé) non inertes.</p> <p>Le volume susceptible d'être présent dans l'installation étant: - déchets verts: 510 m³ - plâtres: 480 m³</p>	DC
2718.2	<p>Installation de transit, regroupement ou tri de déchets dangereux ou de déchets contenant les substances dangereuses ou préparations dangereuses mentionnées à l'article R.511-10 du code de l'environnement, à l'exclusion des installations visées aux rubriques 1313, 2710, 2711, 2712, 2717 et 2719.</p> <p>La quantité susceptible d'être présente étant: 2. inférieure à 1 T</p>	<p>S t a t i o n d e regroupement de déchets industriels spéciaux.</p> <p>La quantité susceptible d'être présente étant de 990 kg</p>	DC
2794	<p>Installation de broyage de déchets végétaux non dangereux</p>	<p>Broyage de déchets verts</p> <p>La capacité est inférieure à 30t/j</p>	D
1435	<p>Station-service: installations, ouvertes ou non au public, où les carburants sont transférés de réservoirs</p>	<p>Distributeur de gazole non routier (débit: 70 l/mn) destiné aux pelles et chargeuses présents sur le site</p>	NC

	transférés de réservoirs de stockage fixes dans les réservoirs à carburant de véhicules à moteur, de bateaux ou d'aéronefs	présents sur le site V o l u m e a n n u e l maximum distribué de 260 m3 soit un volume équivalent annuel distribué de 52 m3 (G N R de 3ème catégorie)	
4331	<p>Liquides inflammables de catégorie 2 ou catégorie 3 à l'exclusion de la rubrique 4330.</p> <p>La quantité totale susceptible d'être présente dans les installations y compris dans les cavités souterraines étant : Inférieur à 50 t</p>	Stockage de 660 l de lave glace, soit 0,63t	NC
4734	<p>Produits pétroliers spécifiques et carburants de substitution : essences et naphtas ; kérosènes (carburants d'aviation compris) ; gazoles (gazole diesel, gazole de chauffage domestique et mélanges de gazoles compris) ; fioul lourd ; carburants de substitution pour véhicules, utilisés aux mêmes fins et aux mêmes usages et présentant des propriétés similaires en m a t i è r e d'inflammabilité et de d a n g e r p o u r l'environnement.</p> <p>2 Pour les autres stockages :</p>	Cuve de gazole non routier de 6 000l, soit 5,1t	NC

	stockages : Inférieur à 50 t au total		
--	--	--	--

Constats :

Les inspecteurs ont constaté que la société RAMERY exerce notamment sur le site de Haubourdin les activités suivantes, autorisées au titre de l'article 3 de son arrêté préfectoral du 19 mars 2021 :

- Broyage de bois (rubrique 2791)
- Tri-transit-regroupement de déchets non dangereux en mélange ou séparés, notamment de métaux, bois, papiers/cartons, plastiques et déchets verts (rubriques 2713, 2714, 2716)
- Tri-transit-regroupement de déchets non dangereux inertes (rubrique 2517, activité non classée)

: l'exploitant a indiqué qu'une nouvelle zone d'entreposage et criblage de déchets inertes a été aménagée en 2021, sans remettre en cause le seuil défini pour cette rubrique dans l'arrêté préfectoral (superficie autorisée de 2500 m², le seuil de la déclaration au titre des installations classées étant défini par la nomenclature à 5000 m²).

L'installation accueille des encombrants issus de collectivités territoriales, dont le tri permet d'extraire les DEEE (déchets d'équipements électriques et électroniques) qu'ils sont susceptibles de contenir. Ceux-ci sont entreposés :

- d'une part à proximité immédiate de l'outil de tri dans des caisses-palettes,
- d'autre part sur une zone dédiée, dans des caisses-palettes situées dans un container fermé.

L'arrêté préfectoral prévoit bien le tri-transit-regroupement de DEEE pour un volume susceptible d'atteindre 200 m3. Les volumes constatés en inspection étaient inférieurs à ce plafond.

La présence de DEEE dans les encombrants ne fait pas l'objet de FRI (fiche de remontée d'information prévue dans le cadre de la procédure de gestion des refus). Le registre des refus consulté en inspection ne fait pas apparaître de chargements contenant des DEEE et ces déchets ne sont pas évacués sous 48h (cf. PC n°9). Bien que l'exploitant ne reçoive pas de déchets correspondant à des codes associés aux DEEE, les inspecteurs ont constaté qu'il a en pratique une activité de transit et regroupement de DEEE.

Trois fûts de 200 L contenant des piles et accumulateurs issus des DEEE, ainsi qu'une caisse-palette contenant des batteries acide-plomb, sont entreposés dans ce même container. Certaines catégories de piles et accumulateurs constituent des déchets dangereux au titre de la réglementation : acide-plomb (codes déchets 16 01 01* ou 20 01 33*), NiCd (16 01 02* ou 20 01 33*), piles au mercure (16 01 03* ou 20 01 33*), piles et batteries au lithium (16 06 05*, l'ajout de l'astérisque caractérisant la dangerosité du déchet est demandé en France dans l'attente de l'évolution de la nomenclature européenne).

L'arrêté préfectoral prévoit bien le tri-transit-regroupement de déchets dangereux (rubrique 2718) sous le régime de la déclaration, pour une quantité maximale présente de 990 kg. Cette rubrique exclut notamment les activités relevant de la rubrique 2711, c'est-à-dire le tri-transit-regroupement de DEEE.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

<p>Demande de justificatifs n°1 : L'exploitant justifiera le non-dépassement du seuil de 990 kg pour les déchets dangereux entreposés sur site (hors DEEE) et présentera la méthode employée.</p> <p>Délai : 3 mois</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 3 mois

N° 2 : Contrat avec un éco-organisme

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 01/01/2021, article R. 543-200-1
Thème(s) : Actions nationales 2024, Contractualisation avec un éco-organisme ou un système individuel agréé
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>I. - Au sens du présent article, on entend par :</p> <p>1° " Opérateur de transit " : un opérateur recevant des déchets et les réexpédiant, sans réaliser d'autre opération qu'une rupture de charge et un entreposage temporaire dans l'attente de la reprise de ces déchets et de leur évacuation vers une installation de gestion des déchets ;</p> <p>2° " Opérateur de regroupement " : un opérateur recevant des déchets et les réexpédiant, après avoir procédé à leur déconditionnement et reconditionnement pour constituer des lots de tailles plus importantes.</p> <p>II. - Pour l'application de l'article L. 541-10-20, un opérateur de gestion de déchets ne peut gérer des déchets d'équipements électriques et électroniques que s'il a conclu préalablement un contrat écrit relatif à la gestion de ces déchets, soit avec un éco-organisme agréé, soit avec un producteur ayant mis en place un système individuel agréé, soit, pour ce qui concerne un opérateur de collecte, de transit ou de regroupement, avec un opérateur de traitement, auquel il remet les déchets concernés, ayant lui-même conclu un contrat entrant dans le champ des deux alinéas précédents. Dans ce cas, l'opérateur de traitement fournit à l'opérateur de collecte, de transit ou de regroupement un document justificatif de l'existence et de l'adéquation du contrat.</p> <p>III. - Le contrat mentionné au II est conclu avec un éco-organisme agréé pour la catégorie de déchets concernés ou avec un producteur ayant mis en place un système individuel agréé pour les déchets issus de ses produits.</p> <p>IV. - Un arrêté conjoint des ministres chargés de l'environnement et de l'industrie définit les dispositions et clauses minimales devant figurer dans les contrats et les documents justificatifs mentionnés au II.</p> <p>V. - Tout opérateur mentionné au II du présent article est tenu de présenter les contrats ou les documents justificatifs exigés à ce II, à la demande de tout inspecteur de l'environnement au sens du I de l'article L. 172-1.</p> <p>S'il est constaté qu'un opérateur mentionné au II gère des déchets sans disposer préalablement des contrats ou des justificatifs nécessaires, le préfet du département où exerce l'opérateur concerné l'avise des faits qui lui sont reprochés et de la sanction qu'il encourt. L'intéressé est mis</p>

à même de présenter ses observations, écrites ou orales, dans le délai d'un mois, le cas échéant, assisté d'un conseil ou représenté par un mandataire de son choix.

Au terme de cette procédure, le préfet peut, par une décision motivée qui indique les voies et délais de recours, prononcer une amende administrative dont le montant tient compte de la gravité des manquements constatés et des avantages qui en sont retirés et qui ne peut excéder 750 € pour une personne physique et 3 750 € pour une personne morale par tonne de déchets d'équipements électriques et électroniques.

La décision mentionne le délai et les modalités de paiement de l'amende. L'amende est recouvrée conformément aux dispositions du décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique.

Constats :

L'exploitant n'effectue pas d'opération de traitement sur les DEEE entreposés sur site. Il constitue un opérateur de transit et de regroupement au sens de la réglementation.
Les DEEE sont entreposés sur site jusqu'à leur reprise par l'entreprise GALLOO qui en assure leur traitement.

Lors de l'inspection, l'exploitant ne disposait pas du contrat établi avec l'entreprise GALLOO pour la gestion des DEEE ni du contrat établi entre cette entreprise et un éco-organisme adapté.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Demande de justificatifs n°2 : L'exploitant s'assurera que l'entreprise de gestion des DEEE repris sur le site de Haubourdin dispose d'un contrat avec un éco-organisme et transmettra à l'inspection le document justifiant l'existence et l'adéquation de ce contrat. Il transmettra également à l'inspection le contrat établi avec cette entreprise.

Délai : 3 mois

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 3 mois

N° 3 : Registre interne des déchets entrants et sortants

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 01/04/2021, article R.541-43

Thème(s) : Risques chroniques, Traçabilité des déchets

Prescription contrôlée :

I.-Pour l'application du I de l'article L. 541-7, les exploitants des établissements produisant ou expédiant des déchets, les collecteurs, les transporteurs, les négociants, les courtiers, et les exploitants des installations de transit, de regroupement ou de traitement de déchets tiennent à jour un registre chronologique de la production, de l'expédition, de la réception et du traitement de ces déchets et des produits et matières issus de la valorisation de ces déchets. Ce registre est conservé pendant au moins trois ans.

Constats :

Les déchets entrants et sortants font l'objet d'une traçabilité via un logiciel dédié.

Le registre des déchets entrants et sortants est accessible et a pu être consulté en inspection.

Celui-ci comporte les informations essentielles à l'identification des déchets, des lieux de prise en charge ou de destination, et des transporteurs.

Certaines informations requises au titre de l'arrêté du 31 mai 2021 fixant le contenu des registres déchets, terres excavées et sédiments mentionnés aux articles R. 541-43 et R. 541-43-1 du code de l'environnement sont toutefois manquantes, notamment :

- la raison sociale, le SIRET et l'adresse du producteur initial : ces informations peuvent cependant être retrouvées via les FIP (fiches d'information préalable) établies avec chaque société amenée à expédier des déchets sur le site,
- la raison sociale, le SIRET et l'adresse du courtier ou négociant le cas échéant,
- l'adresse et le SIRET du transporteur,
- le code du traitement opéré par l'installation au titre de la directive 2008/98/CE,
- le code de traitement au titre de la Convention de Bâle (pour les transferts transfrontaliers).

L'exploitant a indiqué qu'un projet d'évolution du logiciel était en cours à l'échelle de RAMERY Environnement et qu'un groupe de travail avait été constitué pour préciser les développements nécessaires. L'objectif est de disposer d'un logiciel reprenant l'ensemble des informations requises au titre de la réglementation.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Demande d'action corrective n°1 : L'exploitant effectuera les démarches nécessaires à la mise en conformité du registre des déchets entrants et sortants. Il transmettra à l'inspection un plan d'actions associé à un échéancier.

Délai : 3 mois

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 3 mois

N° 4 : Bordereaux électroniques de suivi de déchets

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 01/01/2024, article R. 541-45

Thème(s) : Actions nationales 2024, Traçabilité des déchets

Prescription contrôlée :

I.-Le ministre chargé de l'environnement met en place une base de données électronique centralisée, dénommée " système de gestion des bordereaux de suivi de déchets ".

Toute personne qui produit des déchets dangereux ou des déchets POP, tout collecteur de petites quantités de ces déchets, toute personne ayant reconditionné ou transformé ces déchets et toute personne détenant des déchets dont le producteur n'est pas connu et les remettant à un tiers émet, à cette occasion, un bordereau électronique dans le système de gestion des bordereaux de suivi de déchets. Lors de la réception et de la réexpédition des déchets, le transporteur et la personne qui reçoit les déchets complètent le bordereau électronique.

<p>Constats :</p> <p>Le registre interne des déchets sortants fait état d'expéditions régulières de DEEE (cinq expéditions vers le site de GALLOO Marquette-lez-Lille sur la période du 07/06/2023 au 07/06/2024).</p> <p>Le code déchets indiqué dans le registre interne pour ces expéditions est 20 01 36, ce qui correspond aux DEEE mis au rebut ne contenant pas de substances dangereuses.</p> <p>En l'absence de caractérisation de la dangerosité de leurs composants, les DEEE doivent être considérés comme des déchets dangereux et être expédiés sous le code déchet 20 01 35* (DEEE mis au rebut contenant des substances dangereuses). Ces expéditions doivent faire l'objet de bordereaux de suivi électroniques établis via l'outil national Trackdéchets.</p> <p>Trackdéchets n'est pas utilisé pour le moment sur le site de Haubourdin.</p> <p>L'exploitant dispose toutefois d'un compte et prévoit son utilisation à court terme.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Demande d'action corrective n°2 : En l'absence de caractérisation de la dangerosité des composants constituant les DEEE mis au rebut, l'exploitant aura recours à un code déchet « dangereux » pour leurs expéditions. Il s'assurera d'émettre des bordereaux électroniques via Trackdéchets pour chaque expédition de déchets dangereux.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 1 mois</p>

N° 5 : Zones d'entreposage des déchets

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 3.5 de l'annexe I</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Entreposage des déchets</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les aires de réception, de transit, regroupement, de tri et de préparation en vue de la réutilisation des déchets sont distinctes et clairement repérées. Les zones d'entreposage sont distinguées en fonction du type de déchet, de l'opération réalisée (tri effectué ou non par exemple) et du débouché si pertinent (préparé en vue de la réutilisation, combustible, amendement, recyclage par exemple). L'exploitant dispose de moyens nécessaires pour évaluer le volume de ses stocks (bornes, piges, etc.). La hauteur des produits ou déchets entreposés n'excède pas trois mètres si le dépôt est à moins de 100 mètres d'un bâtiment à usage d'habitation. Dans tous les cas, la hauteur n'excède pas six mètres.</p>
<p>Constats :</p> <p>Les inspecteurs ont constaté la présence de zones d'entreposage distinguées en fonction des types de déchets et de leurs exutoires (bois A, bois B, bois broyé, déchets verts, métaux, déchets inertes, DEEE, déchets en mélange non triés, déchets en mélange issus d'un pré-tri...).</p> <p>Ces aires ne sont toutefois pas signalisées.</p> <p>Un état des stocks est fait mensuellement, le volume des déchets étant déterminé sur la base de</p>

<p>la longueur, largeur et hauteur estimée des stocks.</p> <p>En complément, le volume des stocks est déterminé annuellement par un géomètre expert sur la base de relevés aériens par drone.</p> <p>Les inspecteurs ont pu consulter les rapports faisant état des états des stocks mensuels et annuels.</p> <p>Pour les stocks de faible taille, les légos bétons délimitant les zones permettent à l'exploitant d'évaluer leurs hauteurs. Pour les stocks de taille importante, l'exploitant ne dispose pas de matériel spécifique pour ce faire.</p> <p>Lors de la visite des zones d'entreposage, les inspecteurs ont constaté que le tas de déchets de bois broyés atteignait une hauteur considérable, semblant supérieure à la limite réglementaire de 6 mètres. Suite à l'inspection, l'exploitant a transmis le justificatif de la réduction de la hauteur de ces déchets.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Demande d'action corrective n°3 : L'exploitant mettra en œuvre les moyens nécessaires pour assurer le non-dépassement de la hauteur limite de ses stocks de manière pérenne. Il portera une attention particulière à la surveillance de la hauteur du stock de bois broyé.</p> <p>Délai : 3 mois</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 3 mois</p>

N° 6 : Conditions d'entreposage des déchets

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 10/01/2013, article 8.1.2</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Entreposage des déchets</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Le sol des voies de circulation et de garage, des aires et des locaux de stockage ou de manipulation des déchets doit être construit en matériaux très robustes résistant aux chocs. Il doit être étanche, incombustible et équipé de façon à pouvoir recueillir les eaux de lavage, les produits répandus accidentellement et les eaux d'extinction d'incendie éventuelles. Les eaux recueillies sont traitées conformément au chapitre 4.3 du présent arrêté.</p>
<p>Constats :</p> <p>Les zones d'entreposage sont situées sur une dalle béton en bon état et enserrées par des plots bétons. Un réseau de récupération des eaux est mis en place, associé à un bassin de rétention.</p> <p>Seule la zone d'entreposage de déchets inertes, localisée au sud de l'installation et aménagée en 2021 (cf. PC n°1) ne dispose pas d'un sol imperméable. De part la nature des déchets entreposés, cette zone ne présente toutefois pas d'enjeux spécifiques associés à la récupération des eaux.</p>

N° 7 : Information préalable à l'admission des déchets

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 3.3 de l'annexe I

Thème(s) : Risques chroniques, Réception des déchets

Prescription contrôlée :

Avant d'admettre un déchet dans son installation et en vue de vérifier son admissibilité, l'exploitant demande au producteur du déchet, à la (ou aux) collectivité(s) de collecte ou au détenteur une information préalable qui contient les éléments ci-dessous. Elle consiste à caractériser globalement le déchet en rassemblant toutes les informations destinées à montrer qu'il remplit les critères d'acceptation dans une installation de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de la réutilisation. Si nécessaire, l'exploitant sollicite des informations complémentaires.

a) Informations à fournir :

- source (producteur du déchet) et origine géographique du déchet ;
- informations concernant le processus de production du déchet (description et caractéristiques des matières premières et des produits) ;
- données concernant la composition du déchet, dont notamment les constituants principaux (nature physique et chimique) ;
- apparence du déchet (odeur, couleur, apparence physique) ;
- code du déchet conformément à l'annexe II de l'article R. 541-8 du code de l'environnement ;
- en cas d'un déchet relevant d'une entrée miroir, éléments justifiant l'absence de caractère dangereux ;
- résultats du contrôle de radioactivité pour les déchets susceptibles d'en émettre, si le contrôle est effectué en amont de son admission sur le site de l'installation de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de la réutilisation ;
- au besoin, précautions supplémentaires à prendre au niveau de l'installation de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de la réutilisation.

Constats :

Un contrôle par échantillonnage de la disponibilité des FIP a été effectué pour des réceptions de déchets ayant eu lieu lors de l'inspection et correspondant aux producteurs suivants :

- PAPREC Hellemmes
- DESDHIN

Les FIP n'ont pas pu être consultées durant l'inspection mais ont été transmises par courriel du 14/06/24.

Des FIP correspondant à d'autres producteurs ont été consultées en complément lors de l'inspection (ANQUEZ, GALLOO Marquette-lez-Lille, PAV).

Les FIP consultées contiennent les informations requises et permettent d'identifier le producteur et le type de déchets concernés.

Toutefois, la FIP consultée correspondant à la société ANQUEZ concerne le code déchet 17 09 04 « déchets de construction et de démolition en mélange autres que ceux visés aux rubriques 17 09 01, 17 09 02 et 17 09 03 », qui est un code miroir des déchets de même type contenant des substances dangereuses. Des éléments de justification sur le caractère non-dangereux des déchets de construction sont donc attendus.

Par ailleurs, la FIP de la société PAV précise l'identification du chantier mais pas celle du producteur initial de déchets.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Observation : L'inspection attire l'attention de l'exploitant sur la nécessité d'assurer la complétude des informations fournies dans les FIP associées aux déchets reçus par l'installation.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : Contrôles à l'admission des déchets

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 3.4 de l'annexe I
Thème(s) : Risques chroniques, Réception des déchets
Prescription contrôlée : a) Lors de l'arrivée des déchets sur le site, l'exploitant : - vérifie l'existence d'une information préalable en conformité avec le point 3.3 ci-dessus, en cours de validité ; - réalise un contrôle de la radioactivité des déchets susceptibles d'en émettre, s'il dispose d'un dispositif de détection sur site et si le contrôle n'a pas été effectué en amont de l'admission ; - recueille les informations nécessaires au renseignement du registre prévu par l'article R. 541-43 du code de l'environnement et mentionné dans l'arrêté du 29 février 2012 susvisé ; - réalise un contrôle visuel lors de l'admission sur site ou lors du déchargement ; - délivre un accusé de réception écrit pour chaque livraison admise sur le site. Dans le cas de réception de déchets dangereux (rubrique n° 2711), le bordereau de suivi de déchets dangereux vaut accusé de réception.
Constats : Les inspecteurs ont constaté la présence d'un personnel dédié à l'accueil des transporteurs. Ceux-ci réalisent les contrôles suivants : - contrôle de la validité d'une FIP correspondant au producteur, à l'aide du logiciel de gestion des registres, - contrôle vidéo de l'intérieur des bennes par un dispositif dédié et enregistrement de photographies, - enregistrement sur le logiciel des informations de pesées des transports entrants et sortants, fournies par le pont bascule, - délivrance au transporteur d'un accusé réception. Le contrôle de radioactivité est réalisé par un portique situé à l'entrée du pont bascule et son résultat est consigné sur l'accusé réception. Une procédure est prévue en cas de panne du portique, qui a été consultée en inspection. Le personnel dispose d'un radiamètre portatif qui a pu être présenté aux inspecteurs et dont l'étalonnage était à jour.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 9 : Refus de déchets

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 3.4 de l'annexe I
Thème(s) : Risques chroniques, Réception des déchets
Prescription contrôlée : d) En cas de non-présentation d'un des documents requis ou de non-conformité du déchet reçu avec le déchet annoncé, l'exploitant : - refuse le chargement, en partie ou en totalité, ou - si un document manque, peut entreposer le chargement en attente de la régularisation par le producteur, la ou les collectivités en charge de la collecte ou le détenteur. L'exploitant de l'installation de transit, regroupement ou tri adresse dans les meilleurs délais, et au plus tard quarante-huit heures après le refus ou la mise en attente du déchet, une copie de la notification motivée du refus du chargement ou des documents manquant, au producteur, à la (ou aux) collectivité(s) en charge de la collecte ou au détenteur du déchet. Les déchets en attente de régularisation d'un ou plusieurs documents sont entreposés au maximum 2 semaines. Au-delà, le déchet est refusé. Une zone est prévue pour l'entreposage, avant leur reprise par leur expéditeur, la régularisation des documents nécessaires à leur acceptation ou leur envoi vers une installation autorisée à les recevoir, des déchets qui ne respectent pas les critères mentionnés dans le présent article.
Constats : Les procédures de refus de déchets ont été consultées en inspection. L'exploitant distingue deux cas de figure : - refus lors des contrôles d'admission, en cas de déchet interdit ou de producteur ne disposant pas d'une FIP, - refus lors du déchargement, si les contrôles d'admission n'ont pas permis d'identifier la non-conformité mais que le personnel constate la présence de déchets interdits une fois la benne vidée. Ces procédures prévoient l'évacuation des déchets sous 48 heures. L'exploitant tient à jour un registre des refus qui a pu être consulté en inspection.
Type de suites proposées : Sans suite